

L'extrême droite est-elle vraiment populaire ?

Entretien avec Gérard Noiriel

par Sarah Al-Matary

Que peuvent les sciences sociales face à la diffusion médiatique d'un « sens commun » favorable à l'extrême droite ? Gérard Noiriel montre ce que la socio-histoire du langage apporte à l'analyse des discours contemporains, et décrit la manière dont concepts et récits passent de haut en bas.

Gérard Noiriel, directeur d'études à l'EHESS, cofondateur de la revue *Genèses* et du Comité de vigilance sur les usages de l'histoire (CVUH), est l'un des représentants de la socio-histoire.

Depuis sa thèse de doctorat, consacrée aux ouvriers sidérurgistes et aux mineurs de fer du bassin de Longwy-Villerupt (1919-1939), il s'intéresse à l'histoire des classes populaires et de l'immigration, auxquelles il a consacré des ouvrages importants – entre autres *Les Ouvriers dans la société française. XIX^e-XX^e siècle* (Paris, Seuil, 1986) et *Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIX^e-XX^e siècle* (Paris, Seuil, 1988). Ayant mis au jour le rôle de l'État-nation dans la construction du « problème de l'immigration » et les procédures administratives d'identification des individus, il publie en 1991 chez Calmann-Lévy *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, qui paraîtra au format de poche sous le titre *Réfugiés et sans-papiers. La*

République et le droit d'asile, XIX^e-XX^e siècle (Paris, Hachette, « Pluriel », 1998). Il sera suivi de *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir* (Paris, Belin, 2001).

Les réflexions de Gérard Noiriel sur la place du national et de l'identité dans le discours républicain ont abouti à l'enquête *Les Origines républicaines de Vichy* (Paris, Hachette, 1999), parallèlement à de nombreux travaux sur la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme – on peut citer *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e – XX^e siècle). Discours publics, humiliations privées* (Paris, Fayard, 2007).

C'est fort de cette œuvre construite à la charnière entre l'histoire et l'actualité que Gérard Noiriel a conçu *Le Venin dans la plume. Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République* (Paris, La Découverte, 2019) sur une analogie productive entre la carrière du polémiste Édouard Drumont, auteur de « best-sellers » antisémites à partir de 1880, et le succès médiatique d'Éric Zemmour ces dernières années.

Attentif aux relations qu'entretiennent les élites politiques, savantes et médiatiques avec le reste de la société, G. Noiriel réfléchit aux moyens, pour les universitaires, de partager avec le plus grand nombre les acquis de la recherche scientifique sans s'écarter de ses prérogatives. C'est dans cette perspective qu'il a participé à différents projets de vulgarisation des savoirs (dont la série documentaire « Racines », diffusée sur FR3 au début des années 1990), et créé DAJA, un collectif réunissant des artistes, des chercheurs en sciences sociales et des militants associatifs. Récemment, il a écrit *Une histoire populaire de la France, de la guerre de Cent Ans à nos jours* (Marseille, Agone, 2018), en cours d'adaptation en bande dessinée. Gérard Noiriel avait déjà répondu aux questions de La Vie des idées en 2008.

La Vie des idées : Vos travaux montrent que l'extrême droite met en place une rhétorique spécifique. Comment se caractérise-t-elle ?

Gérard Noiriel : Avant de répondre à votre question, il faut d'abord que je précise comment j'ai conçu, dans mes recherches, les rapports entre sciences sociales et politique. En tant que socio-historien, je me situe dans la perspective que Norbert Elias a développée dans *La société des individus* (1987). L'objet propre de la sociologie, c'est l'étude des individus dans leur infinie diversité et les liens qu'ils tissent entre eux dans le cadre de leurs activités pour former des groupes, des catégories, des partis et autres entités collectives.

Il faut donc admettre qu'il existe un fossé infranchissable entre la socio-histoire et la (ou le) politique car, par définition, les atomes élémentaires du langage politique sont des entités collectives présentées comme des personnages qui agissent, qui pensent ou qui souffrent. Les individus réels n'existent le plus souvent que dans la mesure où ils sont « représentatifs » de ces entités collectives (président de la République, chef de parti, personnalité célèbre, etc.).

Ce langage politique est aujourd'hui largement répandu dans toutes les couches de la population grâce aux journalistes qui diffusent et commentent ce qu'on appelle les « informations ».

Dans mon travail de chercheur, je me heurte donc constamment à ce sens commun, alors que les polémistes d'extrême droite comme Éric Zemmour (et avant lui Édouard Drumont) l'exploitent massivement pour diffuser leurs thèses. On le voit clairement dans la façon dont Zemmour mobilise l'histoire dans ses livres. Il nous raconte des histoires qui mettent toujours en scène des « personnages » collectifs (la France, l'Islam, etc.) ou de grands héros censés incarner notre histoire nationale (Napoléon, de Gaulle, etc.).

Quand on s'intéresse à la réception de ce genre de discours dans les divers groupes qui composent notre société, on voit immédiatement que ces polémistes d'extrême droite tirent profit d'une ressource émotionnelle qui caractérise l'art romanesque : la capacité de susciter l'identification du public aux personnages de l'histoire racontée. Et chez Drumont comme chez Zemmour, on constate que ce personnage central, c'est le Français. L'usage constant du « nous, Français » ayant pour fonction de faciliter cette identification. Voilà pourquoi dans mon livre *Le Venin dans la plume*¹, j'ai beaucoup insisté sur ce qu'on appelle la rhétorique, c'est-à-dire l'art de convaincre.

Le discours sur le « grand remplacement » est typique de cette rhétorique car il ne désigne pas des individus réels. Nous autres, historiens de l'immigration, qui nous efforçons de prendre en compte les individus réels, dans leur infinie diversité, nous avons montré qu'à toutes les époques les personnes de différentes origines s'étaient liées en elles, pour finalement fusionner au sein de sociétés qui se sont transformées et enrichies, grâce à ces contacts multiples. Alors que la théorie du grand remplacement relève du roman historique, construit autour de deux personnages immuables qui

¹ Gérard Noiriel, *Le Venin dans la plume. Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République*, Paris, La Découverte, 2019.

s'affrontent depuis la nuit des temps. C'est le « nous » Français constamment menacé par un « eux » étranger : les juifs pour Drumont, les musulmans pour Zemmour.

Cette rhétorique est d'autant plus efficace qu'on ne peut pas l'invalider complètement par les discours rationnels que proposent les sciences sociales. Ce qui pose le problème de la « traduction » du langage savant dans des formes qui puissent toucher aussi les émotions du public, notamment dans les classes populaires.

La limite à laquelle se heurte la rhétorique des polémistes d'extrême droite, c'est que pris par leur propre jeu, ils ont tendance à confondre la réalité et le discours ; ce qui les expose à de sévères retours de manivelle, comme le montre le score d'Éric Zemmour à la présidentielle. Le même constat vaut pour Édouard Drumont. Élu député à la faveur des émeutes antisémites d'Alger en 1898, il ne fut jamais réélu et fut ensuite complètement marginalisé de la vie politique, même si ses livres furent constamment réédités.

Historiquement, on constate que c'est pendant les périodes de crise que progressent le plus les idées d'extrême droite. La montée du chômage, le déclassement, l'appauvrissement alimentent un mécontentement qui pousse beaucoup de citoyens vers les discours les plus extrémistes. Ce phénomène est aggravé lorsque se produit ce que certains appellent une « crise de civilisation » qui touche les croyances, les mœurs, les relations entre les gens.

Cette montée de l'angoisse collective est exploitée par les polémistes d'extrême droite car, comme le montre la comparaison des écrits de Drumont et Zemmour, leur point commun tient dans une rhétorique apocalyptique, conçue comme une prophétie annonçant l'anéantissement du « nous » Français. Aristote avait déjà montré il y a 2500 ans que le succès de la tragédie, dans le théâtre grec, s'expliquait par le fait que ce type de spectacle – qui exploitait une ressource universelle, à savoir que les êtres humains savent qu'ils sont condamnés à mourir – était le plus apte à susciter l'identification des spectateurs.

Mais dans une société comme la nôtre, la crédibilité de ce genre de récits s'explique aussi parce qu'ils s'appuient sur le sens commun véhiculé par les grands moyens d'information. Comme je l'ai rappelé dans mon livre, *La France juive* d'Édouard Drumont a été publié en 1886, cinq ans seulement après la loi sur la liberté de la presse. Le nombre des lecteurs de journaux connaît alors une croissance exponentielle. Toutes les classes sont désormais immergées dans la culture écrite. Le mot « actualité » désigne désormais le « sens commun » de notre vie publique, c'est-à-

dire l'ensemble des informations que tous les citoyens apprennent le même jour grâce aux médias.

Ce qui m'a frappé quand j'ai comparé les écrits de Drumont et Zemmour, c'est de constater que tous deux avaient exploité à leur profit les thèmes mis à la une de l'actualité de leur temps pour renforcer la crédibilité de leur récit d'apocalypse. Au début des années 1880, un événement majeur se produit en France : la faillite de l'Union Générale, une banque catholique. Cette faillite a été présentée comme le facteur essentiel ayant déclenché la première grande crise du capitalisme français, qu'on appelle la « Grande Dépression ». Les banquiers juifs, et surtout Rothschild, furent accusés d'avoir organisé cette faillite pour imposer leur domination sur l'économie française (c'est la thèse du « grand remplacement par en haut »). Cette affaire marqua le point de départ de ce qu'on commença à appeler dans l'actualité de l'époque le « problème juif ». Le nom de Rothschild servit alors à alimenter le principal stéréotype antisémite dans des récits où « le juif » était un personnage collectif suspecté de participer secrètement à l'anéantissement de la France.

Bien que la société française d'aujourd'hui soit très différente de ce qu'elle était à la fin du XIX^e siècle et que – contrairement à une lecture erronée et mal intentionnée de mon livre – je n'ai nullement cherché à comparer le sort des juifs à cette époque et celle des musulmans aujourd'hui – il n'empêche que la rhétorique d'Éric Zemmour est identique, sur le fond, à celle d'Édouard Drumont. Dans son discours, les attentats commis par des criminels se réclamant de l'Islam servent, par généralisation, à la stigmatisation de tous les musulmans, afin d'alimenter la thèse du grand remplacement (par en bas).

Les résultats du premier tour de la Présidentielle montrent néanmoins que la réception de ce type de discours de haine dépend aussi de la conjoncture du moment. Il est certain que si un attentat terroriste avait été commis quelques jours avant le scrutin, le score d'Éric Zemmour aurait été bien plus important. Mais pour des raisons conjoncturelles diverses, c'est le thème du « pouvoir d'achat » qui s'est imposé dans les médias à ce moment-là, thème qui traditionnellement est plus favorable à la gauche qu'à la droite.

La Vie des idées : Vos travaux relèvent l'existence d'un racisme émanant des classes populaires, que ce soit au moment du massacre des ouvriers italiens

employés à Aigues-Mortes (1893)², au mitan des années 1930 dans le sillage de l'affaire Stavisky, ou après la Guerre d'Indépendance algérienne. Pourtant, vous pointiez en 2007 la « responsabilité des élites³ ». Le racisme est-il vraiment passé de bas en haut ?

Gérard Noiriel : Même si c'est rarement le cas, je pense que les chercheurs devraient être capables de mobiliser les outils que leur offre leur science pour pratiquer de temps à autre une auto-critique. En appliquant ce principe au livre de 2007 que vous citez – *Racisme, la responsabilité des élites* –, je dirai qu'aujourd'hui j'utiliserais le mot « racisme » de façon plus prudente. Ce terme est employé dans un sens beaucoup trop large aujourd'hui.

Je constate d'ailleurs que dans votre question vous utilisez vous-même le mot « racisme » pour désigner ce que j'appelais « xénophobie » dans mon livre sur le massacre des Italiens à Aigues-Mortes en 1893. Même si j'ai mis l'accent sur le rôle joué par les prolétaires déracinés qu'étaient les « trimards », j'avais déjà souligné, dans cette étude, la responsabilité des élites. J'ai expliqué que ces prolétaires français sans travail risquaient la déportation au bagne de Cayenne si les gendarmes les considéraient comme des vagabonds récidivistes. S'ils ont trouvé particulièrement injuste que des Piémontais soient embauchés à leur place dans les salins d'Aigues-Mortes, c'est parce qu'ils avaient vaguement en tête le discours national véhiculé par les élites républicaines, discours qui s'était concrétisé sur le plan juridique par la loi de 1889 sur la nationalité française et surtout par la loi de 1893 sur la « protection du travail national ». Le discours républicain officiel rendait légitimes à leurs yeux l'expulsion des Italiens et le déchaînement de violence qui l'accompagna.

Racisme : la responsabilité des élites et *le Massacre des Italiens* sont deux ouvrages qui analysent les deux facettes d'un même problème, deux facettes que l'on retrouve à toutes les époques.

Je pense en effet que ce qu'on appelle les « idées politiques » est fabriqué par des individus qui maîtrisent une culture politique que ne possèdent pas la plupart des individus appartenant aux classes populaires. Dans nos sociétés, la domination sociale s'exerce aussi (et peut-être d'abord) dans la maîtrise du langage public (ce que Pierre Bourdieu appelle la « violence symbolique »). Pour nommer leur malaise ou leur

² Id., *Le Massacre des Italiens : Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Paris, Fayard, 2009.

³ Id., *Racisme, la responsabilité des élites, entretien mené par Bertrand Richard*, Paris, Textuel, 2007.

souffrance, les classes dominées n'ont donc pas d'autres possibilités que de s'appropriier les discours (ou les références) produits par les classes dirigeantes.

La Vie des idées : La plupart des manifestations collectives de racisme sont liées, au sein des classes populaires, à la question du travail. Mais au moins jusqu'au Trente Glorieuses, les syndicats, les usines et autres lieux de sociabilité professionnelle permettaient aussi l'expression d'une solidarité entre travailleurs de différentes origines nationales. Les nouvelles formes du travail l'ont-elle fait voler en éclats ?

Gérard Noiriel : Ce que je viens de dire explique l'importance des luttes symboliques qui se déroulent dans le petit monde que j'appelle « les professionnels de la parole publique » (dont je fais moi-même partie comme tous les universitaires). En gros, depuis que les classes populaires ont été intégrées au sein de l'État national, à la fin du XIX^e siècle (période qui correspond au moment où le mouvement ouvrier industriel a pris son envol), le clivage entre la droite et la gauche a opposé ceux qui défendaient l'identité nationale contre la menace étrangère et ceux qui défendaient le sort des travailleurs contre l'exploitation patronale. On constate qu'au XX^e siècle, la gauche a été hégémonique quand elle a su faire le lien entre la question sociale et la question humanitaire, comme au moment de l'affaire Dreyfus (victoire électorale du bloc des gauches en 1902), en 1936 (victoire du Front populaire après la formation du front antifasciste de 1934) et en 1981 (victoire de François Mitterrand, le candidat du programme commun de la gauche, à l'élection présidentielle).

Mais comme vous le rappelez fort justement, la mondialisation du capitalisme néo-libéral a provoqué une destruction des collectifs ouvriers, un affaissement des partis et des syndicats. Ce qui a fortement affaibli la gauche et a permis un retour de l'hégémonie des discours identitaires de droite et d'extrême droite. J'ajouterai à cela l'emprise de plus en plus grande des médias audio-visuels qui ont fortement contribué à la perte d'autonomie du champ politique tout entier.

La Vie des idées : Vous identifiez une « élite » médiatique que son goût du spectacle conduit à diffuser des stéréotypes. Ce modèle se forme au XIX^e siècle, précisément à l'époque où Édouard Drumont pratiquait ce qu'on appelait le journalisme de combat. La charge idéologique d'un certain journalisme du XXI^e

siècle s’y apparente-t-elle ? On entend souvent dire que les réseaux sociaux ont, ces dernières décennies, provoqué un surcroît de violence. Qu’en pensez-vous ?

Gérard Noiriel : Ce n’est pas le « goût du spectacle » qui pousse surtout celles et ceux qui dominent le champ médiatique à diffuser des stéréotypes spectaculaires, mais des raisons d’ordre économique. Elles concernent l’emprise de plus en plus grande du capitalisme dans le monde de l’information. J’ai montré en effet que les lois de Jules Ferry sur la liberté de la presse et sur l’école avaient permis une extension brutale du marché de la littérature imprimée. Du coup, de nouveaux quotidiens fondés avec d’importants capitaux ont été créés, qui se sont livrés à une concurrence acharnée pour accroître leur audience. Les patrons de ces grands journaux ont vite compris que la rubrique qui attirait le plus de lecteurs était celle des faits divers : un criminel, une victime et un juge (ou un policier), voilà le type de récit qui stimule les ventes. C’est ce qui a conduit à ce que j’appelle la « fait diversion » de la politique, tendant à présenter l’actualité en mobilisant ce type de récit. Édouard Drumont a été le premier polémiste qui a su tirer profit de cette nouvelle conjoncture, en multipliant les scandales pour pouvoir exister publiquement. Les personnalités qu’il insultait constamment dans ses livres et ses articles l’ont fréquemment provoqué dans des duels à l’épée ou au pistolet, duels dont la presse a abondamment parlé. Ce fut l’un des moyens essentiels grâce auquel *La France juive*, qu’il avait publié au départ quasiment à compte d’auteur, est devenue un best-seller de l’époque.

C’est le même genre de provocations qui a fait la notoriété d’Éric Zemmour (sauf que les « duels » ont lieu désormais sur les plateaux de télévision). Cette logique a bien sûr été amplifiée par la naissance des chaînes d’information en continu et des réseaux sociaux. Il faut toutefois souligner qu’il s’agit surtout désormais d’une violence verbale.

La Vie des idées : Le brouillage des classes sociales va-t-il de pair avec le brouillage des catégories de « gauche » et de « droite » ? Ces catégories – dont on prétend, notamment depuis le mouvement des Gilets jaunes⁴, qu’elles n’existent plus – vous semblent-elles encore correspondre à une réalité, et avoir une efficacité intellectuelle ?

⁴ Voir *Id.*, *Les Gilets jaunes à la lumière de l’histoire : dialogue avec Nicolas Truong*, La Tour d’Aigues, Éditions de l’Aube/ Paris, Le Monde, 2019, p. 43-58.

Gérard Noiriel : Dans les régimes démocratiques, la conquête du pouvoir d'État repose sur la loi des grands nombres. La bipolarisation du champ politique majorité/opposition est la principale caractéristique de ce type de régime, même si elle prend des noms différents selon les pays. En France, le clivage droite/gauche s'est mis en place dès le début de la Révolution française, mais son contenu a varié selon les époques. Jusqu'au début de la III^e République, il opposait les monarchistes aux républicains. Nous vivons encore aujourd'hui dans le schéma qui s'est imposé à la fin du XIX^e siècle, au moment où sont nés les partis politiques modernes. Mais il est peut-être en train d'être bouleversé, comme semble le montrer l'écroulement des anciens partis de gouvernement (LR et PS) au premier tour de la Présidentielle 2022.

Mon hypothèse est que la forme du clivage droite/gauche est toujours dépendante du système de communication qui domine à une époque donnée. L'opposition entre partis de droite et partis de gauche est née à la fin du XIX^e siècle, au moment même où s'est imposée la presse écrite. Les journaux ont servi à relier les individus appartenant à un même parti, voire à un même électorat. On peut penser que le développement des réseaux sociaux est en train de reconfigurer les formes d'interdépendance qui lient les citoyens à ceux qui les représentent en transformant du même coup la définition des clivages entre la droite et la gauche.

Publié dans laviedesidees.fr, le 22 avril 2022